

IDÉES/

Par
LAURE ANDRILLON
A San Francisco

Lorsque le monde a regardé, hébété, la charpente de Notre-Dame de Paris être réduite en cendres, le 15 avril, la question de la reconstruction de la «forêt» de la cathédrale s'est tout de suite posée. Aurait-on encore le savoir-faire? Suffisamment de chênes? Une rumeur a même circulé sur Internet, pendant quelques heures: il y aurait les arbres qu'il faut à Versailles, car nos ancêtres avaient prévu le coup. Une fausse information suivie avec attention de l'autre côté de l'Atlantique, dans un bar coincé entre deux galeries d'art, à deux pas de la marina de San Francisco.

Les nouvelles venues de Paris ont rappelé une anecdote chère à ceux qui se retrouvent au comptoir de l'Interval, vue sur le Golden Gate quand le brouillard n'est pas au rendez-vous. Elle raconte l'histoire des poutres en chêne d'une cantine de New College, à l'université d'Oxford. Vieilles et attaquées par les termites, elles ont pu être remplacées il y a un siècle en utilisant le bois de la forêt adjacente. Les chênes avaient été plantés en 1386 pour que les générations suivantes remplacent le bois une fois fatigué. Les forestiers s'étaient passé le mot, de successeur en successeur. C'est devenu une sorte de parabole à l'Interval, car elle illustre parfaitement la philosophie que la fondation Long Now s'est lancée pour mission de promouvoir en créant ce lieu, en 1996.

UN MENTOR SUR UN BATEAU REMORQUEUR

L'organisation Long Now est une fondation privée d'allure hybride: elle a la forme d'un think tank, l'ambition d'une institution culturelle et les airs d'une start-up qui ne voudrait vendre aucun produit. Sa fonction officielle est de développer la «pensée du long terme à l'ère d'une culture de l'accélération». Parmi les silhouettes qui empruntent l'escalier en colimaçon pour rejoindre les bureaux situés au-dessus du bar, on croise des artistes, comme le musicien britannique Brian Eno, célèbre pour ses «mélodies génératives» pouvant se jouer automatiquement et sans répétition, presque à l'infini. Ou l'informaticien Danny Hillis, salué dans les années 80 comme l'inventeur de «l'ordinateur le plus rapide du monde». Il y a aussi quelques grands noms de la tech, comme Jeff Bezos, PDG d'Amazon mais aussi l'un des principaux mécènes de la fondation. Une à deux fois par mois, le siège de Long Now se transforme en salon

Long Now

La pensée du (très) long terme

Cette fondation californienne, financée par de grands noms de la Silicon Valley, réunit des technophiles du monde entier pour réfléchir à ce que sera le monde dans plusieurs milliers d'années. Ils espèrent développer notre capacité d'empathie et susciter un désir de justice plus profond pour les générations et civilisations à naître.

intellectuel: des biologistes, des historiens, des philosophes, des climatologues, des ingénieurs et parfois même des astronautes s'y réunissent pour refaire le monde en petit comité. Les 10 000 membres du monde entier peuvent suivre l'événement à distance. Cette communauté, surtout constituée de technophiles, souhaite nous aider à nous projeter dans le futur. Le but n'est pas de divertir ou de faire rêver en faisant imaginer un futur plus lointain que 2030 ou 2050. Pour les fondateurs de Long Now, la pensée du long terme a un rôle crucial à jouer dans notre société: elle peut étendre notre capacité d'empathie et susciter un désir de justice plus profond, qui vise les générations et les civilisations à naître plutôt que de se cantonner à nos contemporains. Le tout est censé servir de guide autant pour le monde de l'innovation (la Silicon Valley est voisine) que pour les politiques publiques ou, plus universellement, nos choix moraux. Ce mouvement a un mentor, qui vit sur un bateau remorqueur long de vingt mètres à Sausalito, de l'autre côté de la baie. Stewart Brand, 80 ans, est un touche-à-tout. Figure de la contre-culture californienne des années 60, il est aujourd'hui un

conférencier prisé, et ce dans mout domaines: formé en biologie, puis en design et en photographie à San Francisco, il a aussi été militaire avant de devenir entrepreneur et écrivain. Pendant la guerre froide, il a trouvé que ses pairs avaient de plus en plus de mal à imaginer l'avenir, comme paralysés par la crainte d'un «Armageddon nucléaire». Plus tard, il a constaté, avec effarement, l'angoisse avec laquelle le monde approchait le «tournant de l'année 2000» (les Français n'en étaient pas exempts, rappelle-t-il, avec leur fameuse expression «fin de siècle»). Qu'est-il donc arrivé au futur? Avec Danny Hillis, préoccupé en vieillissant que la société nous ait appris à voir «le futur rétrécir d'un an tous les ans», et Brian Eno, stupéfait de découvrir en s'installant à New York combien ses contemporains semblaient enfermés dans un «petit ici» et un «court maintenant», Stewart Brand a décidé d'écrire les dates différemment. Les compères ont ainsi créé la fondation en 01996 – et non 1996 –, manière d'ouvrir le temps devant nous plutôt que de l'imaginer borné, et clin d'œil à un «bug du déca-millénaire» qui nous pend (presque déjà) au nez. Le trio a dessiné, écrit, composé, dans l'es-

poir que leurs créations titillent notre imagination.

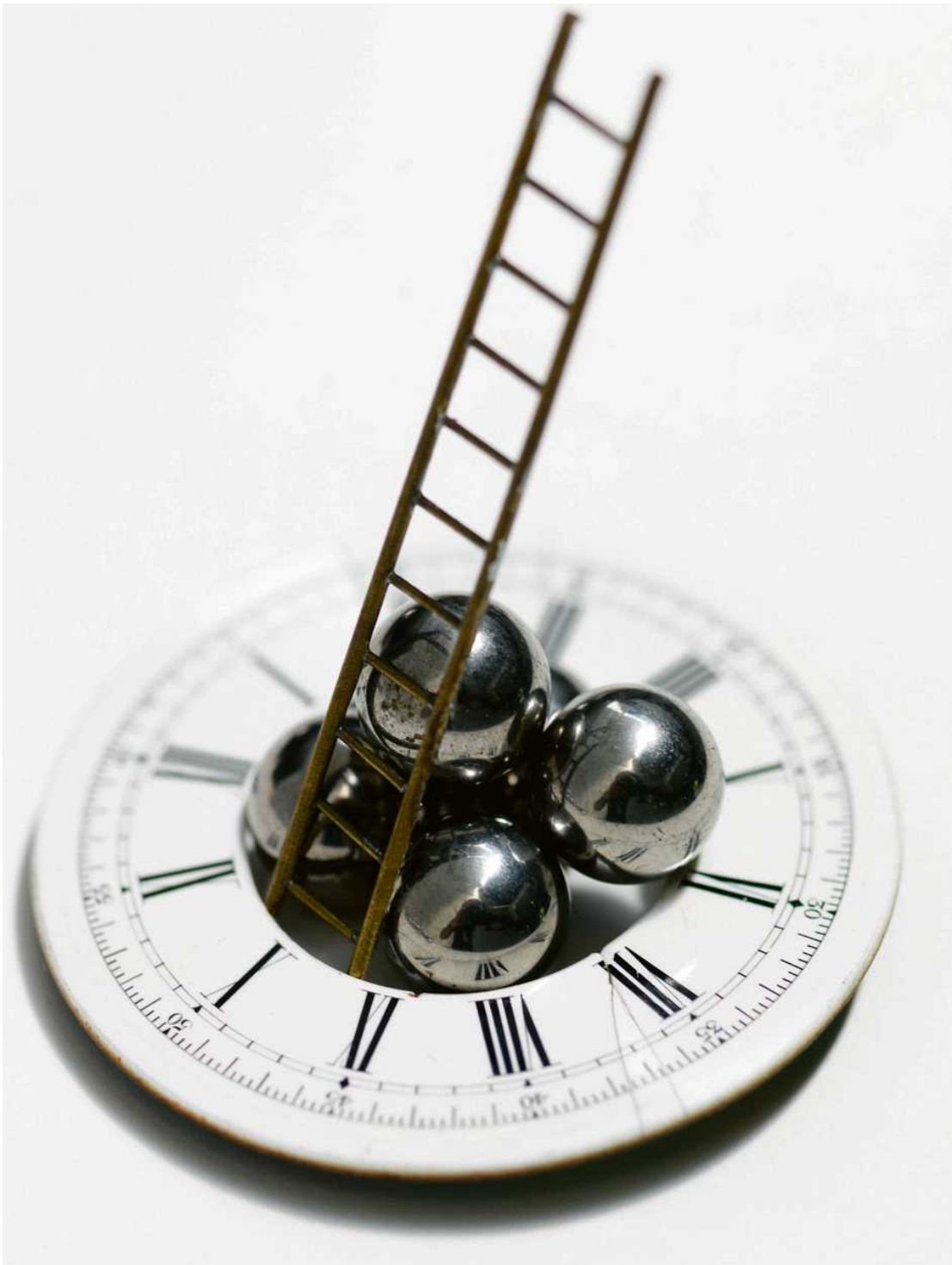
FAIRE TIC-TAC PENDANT DIX MILLE ANS

Dès le seuil de l'Interval, on tombe nez à nez avec l'objet qui fait le plus parler de la fondation Long Now: le prototype d'une horloge conçue pour faire tic-tac pendant dix mille ans, à raison d'un balancement de pendule toutes les dix secondes et un son de coucou par année. Sur une étagère trône un «disque de Rosette», une archive microgravée de la taille d'une paume de main, qui documente plus de 1500 langages humains. Elle est destinée à servir de clé de déchiffrement pour les civilisations à venir. Au mur, on peut inscrire son «pari long». Certaines prédictions concernent carrément le prochain millénaire. Le temps n'est pas compté en heures et en minutes, mais indiqué deux fois par jour, en ajustant la position de planètes miniatures. Tous ces objets ont été conçus par la fondation Long Now pour provoquer un vertige des consciences. Stewart Brand a un souvenir impérissable de sa découverte de la première photo de la Terre vue depuis l'espace, en 1968. Il la réclama

depuis deux ans, distribuant des tracts et des brochures pour exiger de la Nasa qu'elle publie l'image, dont l'existence était soupçonnée. L'horloge des dix mille ans est pensée comme un pendant temporel de cette icône qui a fait apparaître la Terre dans sa beauté et sa fragilité. L'horloge est censée nous questionner: les mains qui la toucheront ressembleront-elles aux nôtres? Ses visiteurs auront-ils la même notion de beauté que ses constructeurs? Quelle sera la qualité de l'air? Les hommes existeront-ils? Seront-ils heureux?

Pour la fondation Long Now, la pensée du long terme ne peut être suscitée par la simple raison, d'où le recours aux sens et à l'imagination. Stewart Brand considère que notre focalisation sur le court terme vient d'une tendance naturelle (on privilégie la gratification immédiate à la gratification lointaine). Mais il affirme aussi que le monde contemporain nous pousse à suivre davantage cette inclination. Dès 1999, il mentionne «l'accélération de la technologie», l'horizon court des «économies de marché qui mesurent les performances trimestre par trimestre» et celui des «démocraties actuelles, qui ne voient pas plus loin que la prochaine élection».

Tout cela pourrait se limiter à un grand gâchis, comme si on ne pouvait pas voir plus loin que le bout de son nez alors que le plus intéressant se situe au-delà. Mais pour Alexander Rose, directeur exécutif de la fondation Long Now, la pensée du court terme nous prive de bien davantage. Barbe grisonnante, jean et tee-shirt noir très en phase avec le code vestimentaire de la Silicon Valley, cet ancien créateur de jeux vidéo explique s'être lassé des œuvres éphémères.



Extrait de la série
«Passé composé»,
d'Emmanuel
Pierrot.
PHOTO EMMANUEL
PIERROT. VU

●●● *changer un iota.* C'est pour Alexander Rose un exemple de «mauvaise pensée du long terme». Nourrie par la méfiance, elle suppose de manière erronée et présomptueuse que les besoins et les désirs des générations à venir ressembleront aux nôtres aujourd'hui. Au lieu d'une devise, la fondation Long Now arbore une question, empruntée au virologue américain Jonas Salk: «Sommes-nous de bons ancêtres?» Pour aiguiller son auditoire, le club de l'Interval a souvent recours à une expérience de pensée. Imaginez une balance. Sur un plateau, mettez tous les humains vivant aujourd'hui; sur l'autre, tous ceux qui sont à naître. De quel côté penchera la balance?

Roman Krznaric, philosophe et chercheur associé de Long Now installé à Sydney, aime particulièrement l'image de la balance, parce qu'il est convaincu que la pensée du long terme relève de l'impératif moral. Ignorer les générations et les civilisations futures revient, selon lui, à «les priver de leurs droits, comme on l'a fait avec les esclaves ou les femmes par le passé». «Il est temps de nous confronter à une réalité dérangeante», écrit-il dans *Pourquoi nous devons réinventer la démocratie à long terme*, un essai publié en ligne en mars. *La démocratie moderne - en particulier dans les pays riches - nous a permis de coloniser le futur. Nous traitons l'avenir comme un avant-poste colonial qui serait au loin, dépeuplé. Un lieu où nous pouvons librement déverser la dégradation écologique, le risque technologique, nos déchets nucléaires et nos dettes publiques. Un lieu que nous nous croyons libres de piller à l'envi.*

En référence aux colons britanniques qui parlaient de *terra nullius* («une terre qui n'appartient à personne») pour justifier leur installation en Australie aux XVIII^e et XIX^e siècles, Roman Krznaric affirme que la pensée du court terme revient à faire du futur un *tempus nullius*, un espace temporel vide qui n'appartiendrait à aucune génération. Krznaric voit dans les manifestations étudiantes pour le climat un signe que la jeune génération n'accepte plus que les voix du futur soient ignorées dans les prises de décision aujourd'hui. «La démocratie a pris bien des formes et a été réinventée maintes fois, depuis la démocratie directe des Grecs jusqu'à la démocratie représentative du XIII^e siècle, ajoute-t-il. La prochaine révolution démocratique est peut-être bel et bien à l'horizon.» La fondation Long Now est contestée sur bien des fronts. Certaines critiques n'ont pas l'air **Suite page 22**

Les œuvres qui durent ont, selon lui, le pouvoir de nous doter de l'ambition nécessaire pour régler les plus grands problèmes de notre temps. «On se focalise sur les symptômes alors qu'il faudrait plutôt s'attaquer aux causes», explique-t-il, attablé à l'Interval. *Nous vivons comme si le futur n'existait pas,*

donc il n'est pas étonnant que des sujets aussi importants que le réchauffement climatique ou la faim dans le monde ne soient traités que de manière superficielle. Pour lui, la fondation a pour mission de donner un regain de responsabilité, mais aussi d'optimisme. «Nous sommes de plus en plus incapables

de faire confiance aux futures générations», insiste-t-il. Alors que par définition, elles en sauront davantage que nous.

«SOMMES-NOUS DE BONS ANCÊTRES?»

Il fait défilier un exemplaire de la Constitution américaine sur son té-

léphone: «Une page et demie! S'exclame-t-il. Deux phrases par amendement, toutes formulées de manière à ce que chaque génération l'interprète dans l'air de son temps. Aujourd'hui, la moindre loi fait 1000 pages. Personne ou presque ne peut la lire. Tout est fait pour que notre descendance ne puisse en

IDÉES/

Suite de la page 21 débranler vraiment le moral de ses fondateurs. Le coût de l'horloge des dix mille ans, aujourd'hui en construction sur une montagne texane grâce aux donations de Jeff Bezos, fait polémique (la fondation refuse d'en donner le prix), mais le chantier suit son cours. Le projet Revive & Restore, qui vise la dé-extinction de certaines espèces animales par manipulation génétique, suscite l'inquiétude d'une bonne partie de la communauté scientifique. Paul Ehrlich, professeur de biologie à Stanford, compare l'entreprise à quelqu'un qui réorganiserait le mobilier sur le pont du *Titanic*,

alors que le paquebot est déjà en train de couler. Il y voit même un «danger moral»: «Si l'homme prend au sérieux un scénario à la Jurassic Park, il fera moins d'efforts pour freiner la sixième extinction.» Mais la fondation continue son œuvre pour ramener la tourte voyageuse, éteinte depuis un siècle, et le mammoth laineux, disparu depuis quatre mille ans.

«PIRATER LA CIVILISATION»

Les penseurs de Long Now répondent plus volontiers aux objections philosophiques, surtout quand on

mande dans la pensée iroquoise de toujours prendre une décision en considérant l'impact qu'elle aura sur les sept générations suivantes. «La sagesse que nous acquérons en regardant en arrière doit se traduire en une sagesse qui regarde en avant», affirme Stewart Brand. Depuis son barbibibliothèque, souvent surnommé «incubateur du long maintenant», il travaille donc à «pirater la civilisation pour que la pensée du long terme devienne automatique et banale, plutôt que difficile et rare, voire inexistant».

Paul Saffo est professeur à l'école d'ingénierie mécanique de l'univer-

sité Stanford et membre du conseil d'administration de Long Now. Il préfère le titre de «prévisionniste». En apprenant la nouvelle de l'incendie de Notre-Dame, il a pensé que cette perte permettait de sonner l'alarme: «Grâce à elle, d'autres trésors seront sauvés de notre négligence, affirme-t-il. Sa restauration est une invitation à reconstruire pour mille ans! Je ne peux pas empêcher de penser que du bon sortira des cendres de la cathédrale.» Comme si la cathédrale parisienne avait milité pour la pensée du long terme, malgré elle et à ses dépens. <

Jihadistes condamnés à mort en Irak: le tabou de la vengeance

Ces exécutions n'apporteront rien dans le combat à long terme contre le terrorisme. Ne sont-elles pas plutôt le signe que nous avons déjà succombé au piège infernal de la loi du talion que nous tendent les terroristes?

En l'espace d'une courte semaine, une dizaine de jihadistes français, membres de l'organisation Etat islamique, depuis peu réduite en lambeaux dans son foyer moyen-oriental, étaient condamnés à la peine capitale par la justice irakienne. «Procès expéditifs», «système d'abattage», «simulacre de justice», «immense déshonneur», «tache indélébile»: les réactions diverses à ce que le gouvernement qualifie pour sa part de jugements «équitable» ne se faisaient pas attendre du côté de la défense (organisations des droits de l'homme, activistes, avocats), ce pendant qu'une partie non négligeable de l'opinion publique semblait y voir l'exercice d'une justice populaire certes sauvage, mais ne faisant en définitive que répondre à la barbarie même des terroristes et à l'application méthodique par ces derniers de la «loi du talion». Sur fond de poursuite des attentats sanglants à travers le monde, touchant au premier plan des pays comme la France et l'Irak, cette «vengeance légalisée» trouvait par ailleurs un contexte des plus favorables. Depuis l'annonce du verdict, les discussions qui agitent autant qu'elles polarisent la société quant à la mise en œuvre – ou non – des condamnations rendues par Bagdad contre plusieurs ressortissants français, ont ainsi non seulement réveillé dans leur sillage la vieille problématique de la peine de mort – qui quoiqu'abolie demeure omniprésente dans les consciences – et de manière plus explicite encore celle du tabou que constitue la vengeance lorsqu'elle s'associe, pourtant de manière évidente, au contre-terrorisme. Il s'agit sans doute là du principal «trou noir» des

recherches universitaires existantes sur le sujet et des débats autour de la définition de la lutte antiterroriste depuis au moins deux décennies. De fait, si l'impératif moral du pardon ou de l'oubli compte parmi les vocables les plus galvaudés dans le langage courant, lorsqu'il s'agit de réconcilier un corps social face au crime, cet impératif prend une dimension bien plus délicate, sinon proprement illusoire, dans le contexte du terrorisme qui, tous azimuts, inflige la mort aveuglément à tous ses adversaires désignés. On touche ici à la difficulté même, intrinsèque, du jugement des responsables, associés ou simples complices d'atrocités de masse, qu'il s'agisse du terrorisme dans ses expressions les plus contemporaines ou de bien d'autres conflits: tandis que le système judiciaire moderne s'est tout entier bâti dans l'inconfort de la civilisation occidentale face aux formes les plus primitives de la justice et sur leur rejet (du moins

[Ces condamnations font figure] de vengeance par procuration, trouvant l'aval d'une partie de la population qui ne fait pas mystère de la satisfaction qu'elle tire du sort réservé à ces «traîtres à la nation». Autrement dit, une «caution vengeresse» apportée à l'Etat lui-même.

dans la forme), les terroristes, quant à eux, en appellent systématiquement à une «justice divine», à cette vengeance qui façonne l'ensemble de leur discours de haine et leur action meurtrière, lesquels viennent nous rappeler, à tous, la fragilité même de l'ordre humain. Ainsi, quoiqu'omniprésent en filigrane des débats présents, le terme même de «vengeance» n'est jamais cité, enrobé de connotations négatives, remplacé par des euphémismes dans le vocabulaire institutionnel notamment. Double discours du gouvernement français? Plutôt d'une vengeance par procuration, trouvant l'aval d'une partie de la population qui ne fait pas mystère de la satisfaction qu'elle tire du sort désormais réservé à ces citoyens devenus «traîtres à la nation». Autrement dit, une «caution vengeresse» apportée à l'Etat lui-même. Pareil reflux de discours au sein des plus hautes sphères du pouvoir est d'autant plus frappant que toute la lutte contre le terrorisme s'est déployée autour de cette émotion revancharde, que toute la campagne militaire livrée depuis 2014 contre les jihadistes s'est construite autour d'elle et que cette justice expéditive, en Irak, n'en est au fond que la continuation, de même que l'une des nombreuses ramifications. Soulignons, à ce titre, que cette logique vengeresse qui ne dit officiellement pas son nom est à l'œuvre dans le contexte hexagonal depuis la vague d'attentats de 2015: au-delà du rejet, par principe, de l'application de la peine de mort, le gouvernement ne s'y oppose pas dans les faits, et plus encore, la France s'est vengée des jihadistes en commanditant une série d'assassinats ciblés. Ce réflexe n'est pas sans faire écho à l'environnement stratégique américain outre-Atlantique, tout entier façonné depuis 2001 par la «guerre contre la terreur» qui procède d'une dynamique similaire.

L'élimination, en mai 2011, de l'ancien chef d'Al-Qaeda Oussama ben Laden fut ainsi accueillie dans un climat de soulagement, sinon de liesse, par l'opinion locale. Représentants politiques mais aussi experts de tous bords suggéraient alors qu'il ne s'agissait que d'une vengeance légitime contre les attaques du 11 Septembre et celles ayant suivi. Par centaines, des messages, commentaires et vidéos postés en ligne acclamaient cet épisode victorieux, pour ne pas dire monumental. Il en va de même, aujourd'hui, avec la condamnation à mort de jihadistes français sur le territoire irakien, mais aussi pour ce qui concerne le sort incertain d'autres combattants retenus en Syrie. Or, au-delà du contentement collectif immédiatement ressenti, quels seront les effets tangibles de cette peine capitale?

Le plaisir que recouvre toute vengeance, dans ses manifestations nombreuses, n'est plus scientifiquement à démontrer. Il est également humainement compréhensible du point de vue de certaines familles de victimes, pour ne citer que ces dernières, ou du traumatisme généralement subi par la collectivité face à une violence extrême à l'instar du terrorisme jihadiste. Mais qu'apporteront ces quelques exécutions par pendaison pour ce qui est du combat à long terme? Au-delà de la question des normes et des valeurs, n'est-ce pas là en quelque sorte avoir déjà succombé au piège infernal de représailles illimitées et toujours plus cruelles que nous tendent, depuis de longues années, les terroristes eux-mêmes? <

Par
MYRIAM BENRAAD



Professeure en science politique, chercheuse associée à l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (Iremam, CNRS).